

Sauvons le Climat

Communiqué de presse

Quel coût pour la retraite du nucléaire?

Madame Ségolène Royal et le Parti Socialiste ont proposé de ramener la part du nucléaire à 50% d'ici 2020. Cette proposition n'est pas reprise dans les 100 propositions de la candidate qui ne mentionnent qu'une diminution de la part du nucléaire au profit des sources renouvelables, ce qui n'est pas fondamentalement différent de l'objectif du présent gouvernement tel qu'il apparaît dans la Programmation Pluriannuelle des Investissements énergétiques (PPI). Nous espérons que cette nouvelle formulation reflète un retour au bon sens. Toutefois d'autres candidats maintiennent leur volonté d'une sortie du nucléaire dont la première formulation de la candidate PS aurait pu être une étape initiale. C'est pourquoi nous pensons utile d'estimer le coût économique et environnemental que pourrait avoir une telle politique. Nous incluons dans notre analyse le coût du programme éolien que nous avons déjà dénoncé par ailleurs. Notre analyse détaillée peut être consultée sur notre site http://www.sauvonsleclimat.org/lect_documents.php?id_docu#

Les conclusions en sont claires: **sur le plan financier, le surcoût du scénario 50% s'élève à 42 milliards d'euros.**

Par ailleurs, au delà de 2020, les consommateurs d'électricité verraient leur facture annuelle augmentée de 7,3 milliards d'Euros, dont 4 milliards pour financer l'obligation d'achat de l'électricité éolienne et les 3,3 autres pour faire face à l'augmentation des coûts due à l'usage accru des centrales à gaz.

Notons que le recours au gaz rendra notre économie encore plus vulnérable vis-à-vis du prix et de la disponibilité de cette ressource.

Sur le plan environnemental, en 2020, **les 106 TWh additionnels produits par les centrales au gaz émettront 38,5 millions de tonnes de CO2** (10,5 MtC équivalents) supplémentaires chaque année. En d'autres termes les émissions de CO2 du secteur de production d'électricité seront triplées. Les coûts à venir, induits par cette aggravation de l'effet de serre, sont à ajouter à la présente estimation.

Est-il vraiment raisonnable de dépenser 42 G € sans autre résultat que d'augmenter nos émissions de CO2 et rendre notre approvisionnement énergétique plus coûteux et plus fragile ? N'y a-t-il pas mieux à faire avec cette somme pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique ?

A titre d'exemple, avec une telle somme on pourrait encourager **l'isolation ou l'équipement en chauffage solaire de millions de logements et économiser 200 milliards de kWh de chaleur** chaque année. Chaque année la facture énergétique de nos concitoyens diminuerait d'environ 6 milliards d'euros alors qu'elle augmenterait de 7,3 milliards, soit de près de 20%, si le programme "50%" était appliqué.

La diminution des émissions annuelles de CO2, résultant des économies de chauffage, serait de l'ordre de 44 millions de tonnes (24 MtC) par an au lieu de l'augmentation citée de 38,5 millions de tonnes de CO2.

Les 42 milliards d'euros estimés ici sont de l'ordre de grandeur du **coût de mise en oeuvre des programmes des candidats à l'élection présidentiel** qui font la une des gazettes. N'est il pas étrange que personne ne semble se soucier du prix des différentes politiques énergétiques décidées sur critère politique. Serait-ce parce que ce n'est pas le contribuable mais le consommateur d'électricité qui en ferait les frais ?

Le collectif «Sauvons le climat» fondé en mai 2004, association loi 1901 depuis Décembre 2005, a pour ambition d'informer nos concitoyens, de manière indépendante de tout groupe de pression ou parti politique, sur les problèmes relatifs au réchauffement climatique et sur les solutions proposées pour le ralentir. Il est doté d'un comité scientifique, présidé par Michel Petit, ancien responsable du groupe français d'experts au GIEC. Son manifeste a été signé par plusieurs milliers de personnes.

La signature du manifeste et les adhésions sont possibles sur le site www.sauvonsleclimat.org